

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 765 / Septembre 2023

# TENDANCES CONJONCTURELLES

## 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2023

### L'économie martiniquaise à la recherche d'un second souffle

Au deuxième trimestre 2023, l'économie martiniquaise montre des signes d'essoufflement. Le climat des affaires (ICA) s'établit à 99,7 (-5,7 points par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre), soit à un niveau sensiblement équivalent à sa moyenne de long terme. Les chefs d'entreprise constatent que l'activité ne progresse plus et que des tensions persistent sur leurs trésoreries.

Selon l'enquête de conjoncture, les prix de vente des entreprises interrogées continuent de progresser, au même rythme qu'au premier trimestre, mais la hausse a fléchi par rapport à 2022. Les prix à la consommation sont en légère baisse ce trimestre (-0,2 %), et la hausse sur un an ralentit (+2,6 % après +4,1 % au premier trimestre). Robuste depuis la fin des restrictions sanitaires, la consommation s'essouffle, comme l'atteste la baisse des dépenses par cartes bancaires (-3,0 % en valeur et -1,6 % en volume par rapport au deuxième trimestre 2022). En revanche, le marché du travail conserve sa dynamique favorable, matérialisée par une nouvelle baisse du nombre de demandeurs d'emploi (-2,8 % ce trimestre). Ce constat est corroboré par la bonne orientation des soldes d'opinion sur les effectifs depuis plusieurs trimestres.

Dans ce contexte, le nombre de défaillances d'entreprises progresse sensiblement (+50 % en cumulé sur un an). Les secteurs les plus touchés sont l'hébergement et la restauration (+128 %) et les activités immobilières (+118 %). Pour autant, le nombre de défaillances reste inférieur à la moyenne pré-covid<sup>1</sup>, aussi bien en valeur moyenne (-14 %), que médiane (-16 %).

#### Le climat des affaires marque le pas

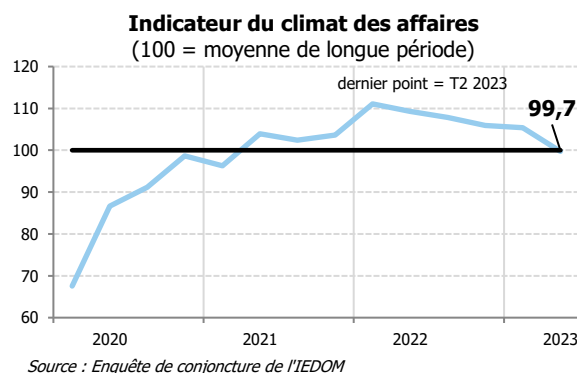
Après un premier trimestre favorable, l'indicateur du climat des affaires fléchit à 99,7 (en recul de 5,7 points), évoluant ainsi à un niveau très proche de sa moyenne de long terme (100). Cette baisse matérialise l'atterrissage pressenti au premier trimestre, faisant suite à une année 2022 très dynamique.

L'activité sur le trimestre écoulé contribue à la baisse de l'ICA, sans pour autant traduire un recul, mais plutôt une stabilisation de l'activité, après une période favorable. La situation pourrait se dégrader au prochain trimestre, puisque les chefs d'entreprise anticipent une détérioration de l'activité. La composante future contribue nettement au recul de l'ICA, traduisant les inquiétudes pour les prochains mois.

Bien que toujours en hausse, l'augmentation des prix de vente a connu un point d'inflexion depuis la fin de l'année dernière.

Au niveau de la liquidité, les soldes d'opinion sont défavorables depuis plusieurs trimestres sur la trésorerie. Ils se dégradent encore ce trimestre, et ont un impact négatif sur l'ICA. Les anticipations favorables au premier trimestre ne se sont malheureusement pas confirmées. En revanche, la bonne surprise réside dans l'amélioration des délais de paiement au T2.

Les soldes d'opinion sur l'emploi restent favorables et les investissements sont toujours bien orientés, mais ces derniers semblent connaître un point d'inflexion après une forte dynamique post-covid.



<sup>1</sup> Moyenne 2009-2019

## Les prix à la consommation ne progressent pas en Martinique ce trimestre

L'indice des prix à la consommation recule de 0,2 % entre fin mars et fin juin 2023, après une hausse de 0,7 % le trimestre précédent. Cette évolution s'explique par la baisse des prix de l'énergie (-1,5 %) et des services (-0,4 %), alors que les prix de l'alimentation sont toujours en hausse (+0,5 %).

Sur un an, les prix progressent de 2,6 % en Martinique, soit une hausse toujours inférieure à celle constatée dans l'Hexagone (+4,5 %).

Pour lutter contre les effets de la vie chère, un nouvel accord a été signé en juillet pour la modération des prix (Bouclier Qualité Prix), en fixant un prix global maximum pour une liste de produits alimentaires de première nécessité. Par rapport au précédent, le nouvel accord inclut davantage de produits. Trois listes de produits ont été définies et varient selon la taille de l'enseigne. Pour rappel, selon l'INSEE<sup>2</sup>, en 2022, le niveau général des prix à la consommation est supérieur de 13,8 % en Martinique par rapport à l'Hexagone. Ce différentiel est en hausse de 1,5 point par rapport à la précédente enquête, datant de 2015. L'écart varie selon les différents postes de consommation, il est particulièrement sensible dans l'alimentation (+40,2 %).

Du côté des entreprises, les prix de vente sont toujours en hausse, mais les chefs d'entreprise sont moins nombreux que par le passé à le signaler. Les prix à la consommation pourraient progresser à court terme, dans un contexte où le salaire minimum a été réévalué à la hausse de 2,2 % le 1<sup>er</sup> mai 2023 (après +5,6 % en 2022), et le tarif réglementé de l'électricité de 10 % au 1<sup>er</sup> août, ce qui pourrait contraindre les entreprises à répercuter ces hausses sur les prix de vente.

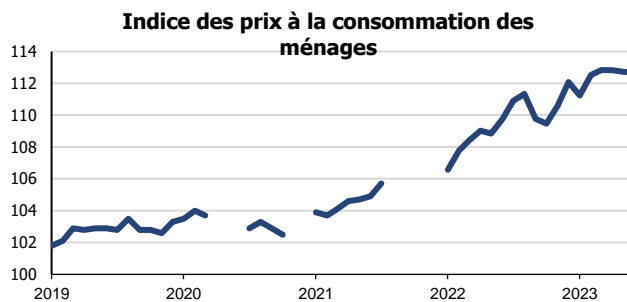
## Une baisse continue du nombre de demandeurs d'emploi

En Martinique, le nombre de demandeurs d'emploi (A, B, C) recule de 2,8 % ce trimestre, et poursuit la tendance observée les trimestres précédents (baisse annuelle de 6,3 %). Dans le détail, la baisse trimestrielle est de 2,3 % pour les demandeurs de la catégorie A et de 3,9 % pour la catégorie B.

Les demandeurs d'emploi de longue durée et les jeunes de moins de 25 ans connaissent des baisses particulièrement marquées ce trimestre (-3,6 % et -3,3 %, respectivement).

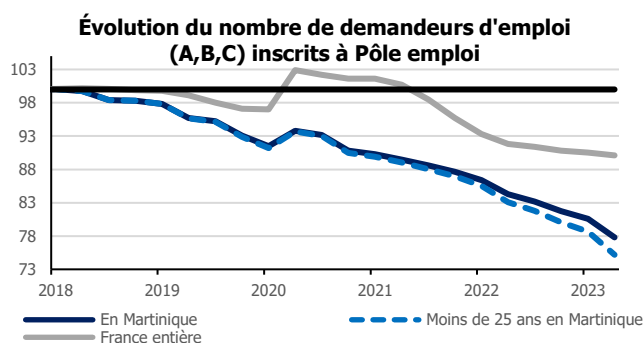
Les offres d'emploi se contractent de près de 10 % (CVS) ce trimestre (par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre). Les soldes d'opinion sur les effectifs sont toujours bien orientés dans l'enquête de conjoncture.

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages évoluent favorablement avec une baisse du nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement (-19,7 % par rapport au premier trimestre, bien qu'en hausse de 3,3 % par rapport au deuxième trimestre 2022), une baisse du nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-0,7 %), des incidents sur chèques (-2,6 %) et des retraits de cartes bancaires (-3,7 %).



L'IPC de la Martinique n'est pas disponible sur certaines périodes en raison des confinements qui ont empêché la collecte de données

Source: INSEE



Note: indice base 100 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2017 2017  
Source: Pôle emploi-Dares, STMT

<sup>2</sup> <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7648939>

## La consommation montre des signes d'essoufflement

La dynamique de la consommation s'essouffle au deuxième trimestre. La croissance des montants cumulés sur un an des dépenses par carte bancaire CB ralentit (+6,6 %, contre +10,2 % à la fin du premier trimestre). Par rapport au deuxième trimestre 2022, les flux de carte bancaire reculent de 3 % en valeur et de 1,6 % en volume.

Les ventes de véhicules neufs se replient (-6,9 %, CVS), tout comme les importations des biens de consommation durables (-10,7 %, CVS), par rapport au premier trimestre. Les soldes d'opinion sur l'activité des entreprises du secteur du commerce sont en léger recul et le chiffre d'affaires de la grande distribution est stable par rapport au premier trimestre.

L'évolution des importations de biens de consommation non durables vient un peu nuancer ce constat dans la mesure où les importations de produits courants sont en hausse ce trimestre (+8,6 % sur un an). Les encours de crédits à la consommation des ménages progressent de 1,6 % sur le trimestre et de 4,6 % sur un an.

## Les prévisions d'investissement se maintiennent

Les soldes d'opinion des prévisions d'investissement à 1 an semblent marquer un point d'inflexion depuis le début de l'année, le nombre de chefs d'entreprise ayant pour projet d'investir étant stable.

Les ventes de véhicules utilitaires restent bien orientées (+1,7 %, CVS) ; en revanche les importations de biens d'investissement se contractent (-7,4 %, CVS) par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2022. Les crédits d'investissement des entreprises sont toujours très dynamiques, en croissance de 3,1 % ce trimestre par rapport au premier trimestre (+8,6 % sur un an).

À noter qu'à fin juin 2023, 45 % des fonds européens alloués à la Martinique par la Commission Européenne au titre du programme opérationnel 2014-2020 étaient encore disponibles (soit près de 300 millions d'euros). Une accélération de la mobilisation de ces fonds pourrait avoir un effet favorable sur l'investissement d'ici la fin de l'année (échéance au 31 décembre pour utiliser ces fonds).

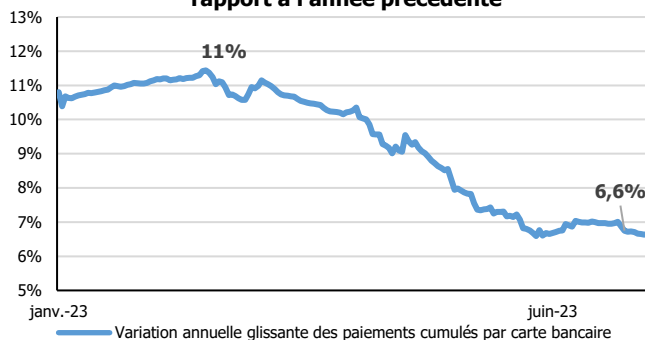
## Les échanges commerciaux fléchissent

Hors produits pétroliers, les importations reculent sur le trimestre (-1,2 %, CVS), en lien notamment avec la baisse des importations de matériels de transport (-17,9 %, CVS).

Les exportations hors produits pétroliers sont en très légère baisse (-0,4 % CVS) en raison notamment de la baisse des exportations d'équipements mécaniques, matériel électrique et électronique (-28,6 %, CVS).

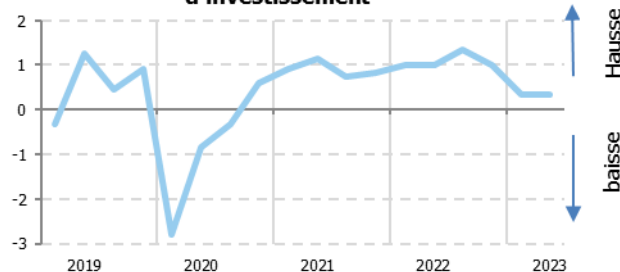
Concernant l'activité pétrolière, les importations se contractent fortement (-52,2 %, CVS), de même que les exportations, dans une plus faible proportion (-8,6 %, CVS) par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre. Au regard de ces évolutions, les importations sont en baisse de 13,5 % (CVS) et les exportations en hausse de 4,6 % (CVS).

### Évolution du cumul des dépenses par CB par rapport à l'année précédente



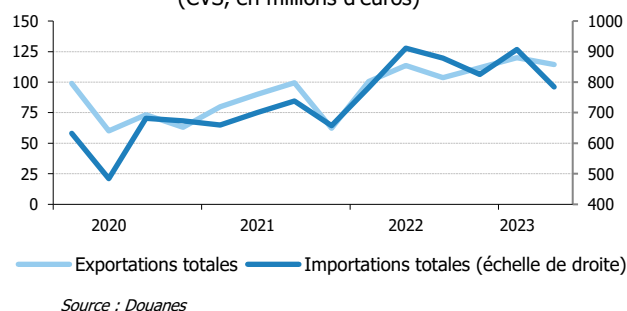
Source : Cartes bancaires GIE, analyse réalisée par l'IEDOM sur un échantillon de données de paiement par carte bancaire CB agrégées et anonymisées.

### Solde d'opinion des prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

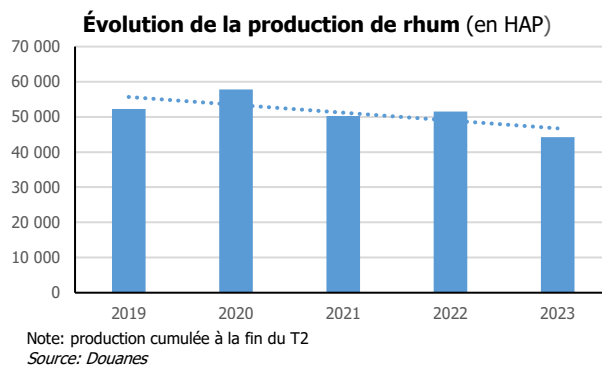
### Échanges extérieurs (hors services) (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

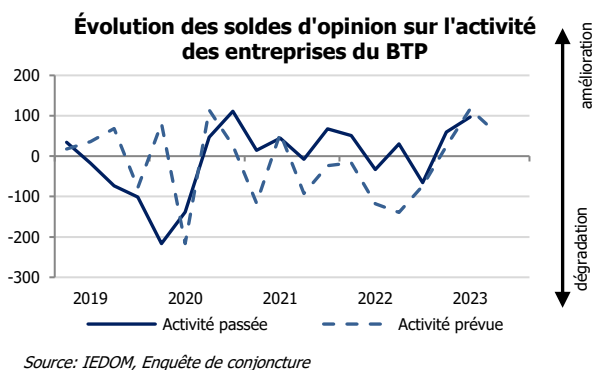
# L'activité se contracte dans l'agriculture et les industries agroalimentaires, ainsi que dans les services marchands

Le solde d'opinion d'activité du secteur **agricole et des industries agroalimentaires** fléchit légèrement, malgré la bonne tenue des exportations de produits agricoles (+14,3 % sur le trimestre, CVS). Concernant la filière animale, l'abattage est stable ce trimestre. La pression exercée par la hausse des prix s'allège un peu, avec des prix de vente dont la progression s'est ralentie et des charges d'exploitation qui suivent la même tendance. Le niveau de trésorerie se dégrade légèrement, mais les prévisions d'investissement sont toujours bien orientées. La production de rhum cumulée à la fin du deuxième trimestre est en baisse de 14,2 % par rapport à l'année dernière (et de 16,5 % par rapport à la moyenne 2019-2022). Les exportations de rhum sont en progression de 6,7 % par rapport au premier trimestre (CVS), et la consommation locale recule de -5,8 % (CVS).



L'activité des entreprises des autres **industries** reste bien orientée ce trimestre. Les prix de vente ne progressent plus, et la hausse des charges d'exploitation s'est nettement infléchie depuis le début de l'année. La trésorerie est stable et les stocks de matières premières et de produits finis sont en hausse.

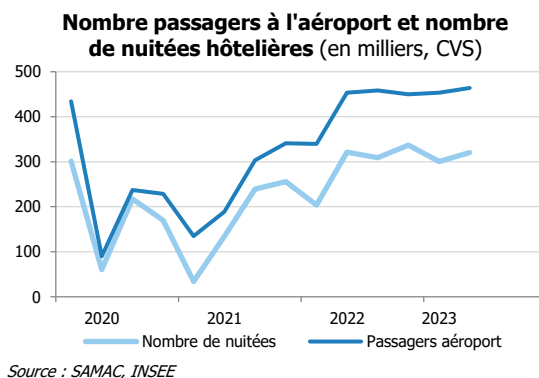
Dans l'enquête de conjoncture, l'activité des entreprises appartenant au secteur du **BTP** apparaît bien orientée. Les ventes de ciment sont en hausse ce trimestre (+3,1 %, CVS). Les effectifs poursuivent également une tendance favorable. La hausse des prix de vente s'accélère et les charges d'exploitation se détériorent. La trésorerie reste dégradée. Les encours de crédits à l'habitat des ménages sont dynamiques (+0,7 % sur un trimestre et +6 % sur un an).



Dans le secteur des **services marchands**, les entrepreneurs jugent que l'activité s'est contractée ce trimestre. Les charges d'exploitation se dégradent, tout comme la trésorerie. Pour autant, les carnets de commandes restent bien orientés. Les défaillances d'entreprises sont en forte progression sur 1 an dans le secteur (+72 %).

L'activité des entreprises du **commerce** est en léger recul, reflet du ralentissement de la consommation au deuxième trimestre. Les stocks de produits finis sont en progression sensible.

Enfin, dans le **secteur du tourisme**, l'activité reste bien orientée, même si la hausse fléchit. Les charges d'exploitation s'améliorent ce trimestre, tout comme la trésorerie. Les nombres de nuitées et de passagers sont en hausse par rapport au trimestre précédent (respectivement +6,6 % et +2,3 %).



# La conjoncture régionale et internationale

## UNE DYNAMIQUE POSITIVE MALGRÉ DES ÉPISODES DE SÉCHERESSE

Entre avril et juin 2023, l'économie **jamaïcaine** reste dynamique avec un taux de croissance du PIB qui s'établit à +1,5 % (contre près de 5 % le trimestre précédent). Le secteur de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche accuse une baisse de 7,1 % de sa valeur ajoutée en raison des épisodes de sécheresse qui ont touché le pays. Par ailleurs, malgré la hausse du prix des matières premières et les perturbations qui affectent toujours les chaînes d'approvisionnement, l'inflation semble maîtrisée (+1,2 % au deuxième trimestre 2023)<sup>1</sup>.

À **Trinidad et Tobago**, la dynamique économique est positive. Le PIB est en hausse de +2,5 % au dernier trimestre 2022 (en glissement annuel). De plus, la baisse de l'inflation sous-jacente et de l'inflation sur les produits alimentaires atténue la hausse des prix sur les six premiers mois de 2023. L'inflation enregistrée en juin 2023 atteint +5,8 %, contre +8,3 % en janvier 2023. Le taux de chômage connaît toutefois une légère hausse entre le premier trimestre 2023 et le deuxième trimestre 2023 (+4,7 % et +4,9 % respectivement).

À la **Barbade**, la forte affluence de touristes l'hiver dernier contribue à la bonne dynamique économique du premier semestre 2023, avec un nombre d'arrivées de visiteurs en hausse de 12 % par rapport au premier semestre 2022. Entre janvier et juin 2023, le PIB a connu une croissance de +3,9 % (en comparaison avec la même période en 2022). Par ailleurs, le niveau général des prix sur ce premier trimestre a augmenté de +5,9 %. Les fortes pluies et les épisodes de sécheresse ont notamment impacté la production agricole locale, et, de fait, les prix des produits alimentaires.

Alors que le PIB **haïtien** s'était contracté en 2022, le FMI anticipe un retour de la croissance pour l'année 2023 (+0,3 % selon les prévisions). Le contexte économique et politique reste difficile, d'autant que le pays est très vulnérable aux effets du dérèglement climatique. Selon le FMI, le niveau d'inflation devrait atteindre +21 % sur l'année 2023. L'organisation internationale a approuvé la mise en place d'un programme de référence pour renforcer la stabilité macroéconomique du pays<sup>2</sup>.

Enfin, sur le premier semestre 2023, la **République Dominicaine** affiche un taux de croissance de +3,5 % (contre +2,7 % au premier semestre 2022) et un niveau d'inflation de +1,2 %. La hausse générale des prix étant modéré, la Banque Centrale de République Dominicaine a confirmé le 31 août dernier la baisse de son taux d'intérêt directeur de 25 points de base (de 7,75 % à 7,50 %).

<sup>1</sup> The Planning Institute of Jamaica est la principale agence de prévision du gouvernement. Elle est rattachée au Ministère des Finances.

<sup>2</sup> Le FMI assure le suivi général du programme économique du pays. Aucun appui financier n'est proposé dans le cadre du programme de référence.

Sources : *Review of Economic Performance – The Planning Institute of Jamaica* ; *Bulletin Economique – Banque Centrale de Trinidad et Tobago* ; *Banque Centrale de la Barbade* ; *Direction Générale du Trésor* ; *Banque Centrale de la République Dominicaine* ; *FMI*

## LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE DEMEURE MODÉRÉE ET HÉTÉROGÈNE

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juillet, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,0 % en 2023. Ces prévisions ont été revues à la hausse de 0,2 point par rapport à celles publiées en avril 2023, ce qui s'explique notamment par la réduction des préoccupations concernant la santé du secteur bancaire. Pour 2024, le FMI anticipe à nouveau une hausse du PIB mondial de 3,0 %, ce qui reste nettement en dessous de la moyenne annuelle historique sur la période 2000-2019 (+3,8 %). Ce rythme s'explique essentiellement par les économies développées qui enregistrent un ralentissement de leur production manufacturière peinant à être contrebalancé par le regain d'activité dans le secteur des services.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,6 % au deuxième trimestre 2023, en rythme trimestriel, après une augmentation de 0,5 % au trimestre précédent. L'activité demeure soutenue par le dynamisme de l'investissement et de la consommation privée bien que cette dernière enregistre un ralentissement par rapport au premier trimestre (+0,4 % après +1,0 %). Sur l'ensemble de l'année, le FMI table sur une progression du PIB de 1,8 % aux États-Unis, soit une révision à la hausse de 0,2 point par rapport aux estimations d'avril.

Après deux trimestres consécutifs de croissance nulle, la zone euro a retrouvé un élan positif avec une activité en hausse de 0,3 % au deuxième trimestre 2023. Cette évolution est principalement tirée par l'Irlande qui a vu sa croissance (+3,3 %) dopée par les bons résultats des multinationales qui y ont leur siège européen. Le taux de chômage est stable, à 6,4 %, tandis que l'inflation recule nettement au deuxième trimestre pour s'établir à 5,5 % en juin, contre 6,9 % trois mois plus tôt. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 0,9 % sur l'ensemble de l'année 2023.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,5 % au deuxième trimestre selon l'Insee après une augmentation de 0,1 % au trimestre précédent. Le commerce extérieur est le premier contributeur à la croissance, avec une hausse des exportations (+2,6 %) nettement supérieure que celle des importations (+0,4 %). À l'inverse, la consommation des ménages recule (-0,4 %) alors que l'investissement total est stable (+0,1 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 0,7 % sur l'ensemble de l'année 2023.

Au Japon, l'activité économique a nettement augmenté (+1,5 % au deuxième trimestre après +0,9 %). Celle-ci a été portée par le commerce extérieur avec une progression des exportations de 3,2 % tandis que les importations se sont contractées de 4,3 %. La consommation des ménages a toutefois reculé (-0,5 %) alors que l'inflation demeure supérieure à 3 %. Sur l'année 2023, le FMI anticipe une hausse du PIB de 1,4 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 4,0 % en 2023, soit le même rythme qu'en 2022. L'activité serait plus particulièrement dynamique en Inde (+6,1 %) et en Chine (+5,2 %) et dans une moindre mesure au Mexique (+2,6 %), au Brésil (+2,1 %) et en Russie (+1,5 %).

Sources : *FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 29 août 2023.*